

nomiques — de l'impérialisme, c'est-à-dire par un rapport de forces toujours défavorable à ce dernier.

Les forces sociales disparates qui veulent s'abriter derrière le symbole de la dictature, le caractère complexe et contradictoire des problèmes à résoudre, feront vite apparaître les véritables difficultés auxquelles la dictature aura à faire face. Dans le cas où elle se verrait obligée de se montrer « libérale » envers la révolution coloniale et de procéder à des concessions envers celle-ci, elle risquerait d'affronter dès le début l'opposition agissante des colons et autres ultras irréductibles de la « Grande France ». Dans le cas où au contraire elle s'alignerait sur les positions des colons, elle risquerait de s'enfoncer davantage dans la guerre et l'impasse.

Sa sévérité économique et politique éventuelle envers les masses travailleuses en France risque d'autre part de dégeler définitivement l'apathie relative de celles-ci en faveur d'un regroupement militant.

Les difficultés financières provenant de la poursuite de la guerre d'Algérie et de la détérioration de la balance commerciale se surajoutant à celles de la politique extérieure de la dictature envers ses alliés, et les institutions européennes, peuvent également miner la stabilisation du régime.

Mais ce qui avant tout décidera de la stabilisation ou non de la dictature, de sa force, de sa puissance, c'est la capacité du prolétariat à se réorganiser en vue d'une résistance tenace culminant dans une offensive révolutionnaire pour le gouvernement ouvrier et paysan en France.

L'alternative devant laquelle se trouve la France n'est pas République ou dictature, mais Révolution ou contre-révolution. La bourgeoisie, dans sa très grande majorité, a enterré de ses propres mains la République qui ne lui convenait plus en tant que

système politique de gouvernement. Face à cette solution de classe, à la dictature bonapartiste militaire, le prolétariat ne saurait opposer que le pouvoir des ouvriers et des paysans. Les solutions intermédiaires auxquelles s'accrochent les idéologues petits-bourgeois et les opportunistes incurables ont fait leur temps en France, et pour toute une période. Il n'est plus possible de revenir en arrière sans s'installer ainsi de fait dans la dictature de la bourgeoisie.

La dictature est venue par manque d'une mobilisation des masses portée au plus haut degré. Seule une telle mobilisation à l'avenir fera crouler la dictature en ouvrant la perspective de la République socialiste démocratique en France.

Avec patience et tenacité, il faut se préparer pour une nouvelle Résistance éclairée par cette perspective. Il faut reconstruire le front unique dans des comités de résistance. Il faut étendre la collaboration dans l'action aux travailleurs algériens en France, frères de combat, avant-garde de la lutte contre l'impérialisme français.

Il faut chasser du Parti Socialiste et du Parti Communiste les directions traîtresses ou faillies, des Mollet et des Thorez ! Il faut renforcer la tendance marxiste révolutionnaire afin de doter les masses d'une direction capable d'assurer demain la victoire.

Il faut lutter pas à pas contre l'extinction des libertés, pour la fin de la guerre et l'indépendance de l'Algérie, contre tout abaissement du niveau de vie.

Il faut éclairer les combats partiels, quotidiens, par la perspective du soulèvement armé qui mettra bas la dictature et instaure le GOUVERNEMENT OUVRIER ET PAYSAN en France !

Milan, 1^{er} Juin 1958.

LE SECRETARIAT INTERNATIONAL
DE LA IV^e INTERNATIONALE.

II

Contre la dictature imminente en France

La IV^e République en France agonise. Le régime de la démocratie bourgeoise dans ce pays vit actuellement ses derniers moments. Attaqué de front par les généraux rebelles et les colons fascistes d'Algérie; miné par les intrigues et les complots de leurs alliés réactionnaires dans la métropole, ce régime est devenu une farce, une pure fiction, à laquelle s'accroche encore désespérément la cohorte hétéroclite des « républicains » allant de quelques formations parlementaires bourgeoises au Parti Socialiste et au Parti Communiste. Rarement le crétinisme parlementaire des directions traditionnelles ouvrières a revêtu une forme aussi grotesque que criminelle ! Le réel pouvoir est déjà entre les mains de forces extraparlémentaires, qui décident de l'évolution.

Et tandis que ces forces imposent au Parlement croupion le déroulement d'un scénario destiné à provoquer la passation à froid des pouvoirs à de Gaulle, dictateur plébiscité déjà par l'Armée, les colons et toute l'extrême-droite de la métropole, les directions socialiste et communiste multiplient les actes de confiance au gouvernement fantoche qui compose cyniquement avec la rébellion, poursuit la guerre d'Algérie, ligote la classe ouvrière et étrangle la République !

Que des « démocrates » de « gauche » apeurés, ou incurablement intoxiqués par un fond de chauvinisme petit-bourgeois, rêvent à une solution providentielle qui redonnerait à la France bourgeoise et impérialiste sa « grandeur », ternie par tant de défaites et de déboires, et se prosternent devant de Gaulle, c'est encore explicable. Que des dirigeants dits ouvriers feignent de vouloir réellement combattre l'arrivée du Dictateur, de défendre la « République », en accordant leur confiance et les pleins pouvoirs au gouvernement qui les délègue au général Salan et immobilise la classe ouvrière, c'est le comble de la trahison pour ceux d'entre eux qui sont conscients, le comble du crétinisme réformiste pour les autres.

A quoi bon a pu servir à ces directions l'expérience extrêmement amère de Hitler arrivant au pouvoir à travers la suite de gouvernements bonapartistes parlementaires, de Brüning à Papen, devant une classe ouvrière divisée et désorientée, ou encore l'expérience de l'Autriche en 1934, ou celle de l'Espagne de 1936-1938, ou celle de la France dans la même période ? Dans chacun de ces cas où le régime de la démocratie parlementaire devenait incapable de résoudre les problèmes de la bourgeoisie et s'appropriait à céder la place à un gouvernement « fort », il n'a jamais été possible d'arrêter cette marche fatale en soutenant des gouvernements bourgeois bonapartistes de transition. Il n'y avait d'autre voie de salut que la mobilisation révolutionnaire autonome de la classe, portée au plus haut degré !

L'agonie du régime de la démocratie parlementaire en France est la conséquence de l'impasse militaire, politique, économique, internationale, à laquelle a abouti la nouvelle guerre coloniale contre l'Algérie, devant

l'incapacité de fait de la classe ouvrière métropolitaine à lui donner une issue révolutionnaire.

Aussi bien pour poursuivre cette guerre, dont dépend maintenant le sort de tout ce qui reste de l'empire colonial français, que pour contrôler la situation dans le cas d'une défaite en Algérie et en faire retomber les dégâts sur les masses métropolitaines, la bourgeoisie française a inexorablement besoin d'un gouvernement « fort ».

Le régime démocratique parlementaire depuis longtemps déjà lui était incommode dans les nouvelles conditions où les guerres et les défaites coloniales l'ont placée. Les mesures et les discussions pour le renforcement de l'exécutif et la réforme de la Constitution étaient l'expression d'une évolution bonapartiste dictatoriale de plus en plus nécessaire du régime. Le pouvoir réel échappait progressivement au Parlement pour se concentrer entre les mains des forces extra-parlementaires, en premier lieu l'Armée et le régime en Alger.

Indépendamment des formes que revêtira l'instauration d'un gouvernement « fort », celui-ci évoluera rapidement vers une dictature bonapartiste militaire, dans laquelle vont se coaliser comme base « populaire » toutes les forces réactionnaires, fascistes et fascistes.

D'autre part, aucune illusion n'est possible sur un régime dirigé par de Gaulle. Par son passé, sa formation, ses conceptions, les forces qui le portent actuellement, les conditions qui l'entourent, les problèmes qu'il a à résoudre, l'homme sera inexorablement porté à asseoir son régime sur une base réactionnaire, de dictature militaire appuyée par les forces de l'extrême-droite qui plébiscitent déjà le général.

Seule la mobilisation révolutionnaire de la classe ouvrière pourrait contrecarrer une telle évolution. Mais la classe a été en réalité éduquée et dirigée des années durant par des directions opportunistes qui ont systématiquement émoussé sa combattivité, obscurci ses perspectives et affaibli ses réactions de classe.

En cultivant le ferment chauvin sous des formes multiples, en pratiquant une collaboration de classe, en préconisant les voies « nouvelles », « pacifiques » et parlementaires au socialisme, en discréditant les formes de lutte de classe révolutionnaires, ces directions ont empêché la jonction active du prolétariat métropolitain avec la Révolution coloniale, maintenu les illusions réformistes et paralysé la mobilisation de la classe.

Elles récoltent maintenant les fruits d'une aussi longue pratique. Certains excusent leur attitude actuelle d'un appui révoltant au gouvernement de l'état d'urgence, des pleins pouvoirs pour la poursuite aggravée de la guerre d'Algérie délégués à Salan, et de réforme dictatoriale de la Constitution, en arguant de l'incapacité de la classe à se mobiliser.

Certes la politique systématique, des années durant, chauvine, opportuniste et de collaboration de classe, des directions socialiste et communiste